



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchets

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Lionel LOPEZ, Nicole MARIN-KHOURY, Julien MIRO, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchets - Rapport sur le prix et la qualité du service public (RPQS) de prévention et de gestion des déchets - Rapport annuel du délégataire de service public de l'usine de méthanisation AMETYST - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets est établi conformément aux dispositions de l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets. Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux articles L. 1411-13 et L. 2224-17-1 du code précité.

Par ailleurs, conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire de la DSP relative à l'exploitation de l'usine de méthanisation AMETYST portant sur l'année 2019 a fait l'objet ou fera l'objet :

- d'une communication au Conseil de Métropole par délibération du 31 juillet 2020 ;
- d'une présentation et d'un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 6 octobre 2020 ;
- d'une présentation et d'un examen en Commission de Contrôle des Comptes dès que celle-ci aura été constituée

Les principaux faits marquants de l'exercice 2019 sont les suivants :

Concernant la prévention des déchets

La loi Transition Énergétique pour le Croissance Verte d'août 2015 porte à -10 % l'objectif national de diminution entre 2010 et 2020 du ratio annuel de production par habitant de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA). Cette ambition a été portée à -15 % à l'échéance 2025 pour la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de février 2020.

L'objectif 2020 avait d'ores et déjà été atteint dès 2017 sur le territoire métropolitain grâce aux actions mises en œuvre dans le cadre du 1^{er} programme local de prévention des déchets (PLPD) engagé en 2011 d'une part, et du programme de rénovation des déchèteries d'autre part, lequel vise à moderniser les 20 Points Propreté de la Métropole dans le respect du règlement limitant les apports en gros volumes. Afin d'atteindre les nouvelles ambitions réglementaires, un 2^{ème} PLPD sera mis en chantier dès 2020.

Parmi les actions ayant contribué à ce résultat en 2019 l'on peut citer en particulier :

- 20 000 autocollants STOP PUB distribués par les guichets uniques ;
- 1 920 composteurs individuels distribués et 50 sites collectifs (résidences, établissements d'enseignement, sites de bureaux) équipés gratuitement. 247 foyers ont reçu un soutien financier et technique à l'acquisition de lombri-composteur ou de poules. Par ailleurs, la Métropole et la Ville se sont rapprochées des Conseils et Associations de quartier à Montpellier pour mettre en service 5 composteurs de quartier, à l'instar de celui des Grisettes mis en place à l'été 2017. 2 composteurs de quartier ont également été installés sur les communes de Saint Drézéry et Saint Jean de Védas, ainsi qu'à la résidence universitaire de Vert-Bois en collaboration avec le CROUS. Fin 2019, 5 nouveaux sites étaient déjà programmés pour un démarrage dans les premiers mois de 2020 ;
- La promotion du ré emploi au travers de collectes de proximité réalisées en centre-ville de Montpellier à l'aide d'une mini déchèterie (déployée 10 jours par mois en 10 points différents du quartier) ;
- La semaine européenne de la réduction des déchets (SERD) qui a été l'occasion de déployer une vingtaine d'actions sur le territoire à destination des enfants, des étudiants, du grand public et des agents de la Ville, de la Métropole et du CASSC de Montpellier : proposition d'éco-gestes, collectes solidaires, animation « vélo smoothie » pour valoriser les fruits « moches », interventions en milieu scolaire (collecte de jouets avec Emmaüs et sensibilisation au goûter zéro déchets par l'APIEU),

grand Repair Café, 1^{ère} rencontre du réseau composteurs de la Métropole au restaurant universitaire Vert Bois, ...;

- L'expérimentation de « coaching » des habitants aux éco-gestes engagée en 2015, en partenariat avec la SERM et la start-up E3d Environnement, et à laquelle la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole s'est associée auprès des nouveaux îlots résidentiels du quartier Port Marianne de Montpellier, a été poursuivie et étendue à partir de fin 2017 à un secteur géographique englobant 10 000 foyers. 6 700 foyers, soit plus de 60 % de la population du périmètre d'étude ont adhéré en 2018 à la démarche baptisée « Défi Eco Responsable » et sont désormais accompagnés pour une durée de 18 mois ;
- La Métropole a enfin renouvelé pour 3 années supplémentaires la convention conclue avec ACM Habitat, finançant notamment deux postes d'éco-messagers au sein de l'office public de manière à sensibiliser les résidents au tri, mais aussi à la réduction des déchets et à la propreté.

Concernant la collecte et le tri des déchets

La diminution en 2016 des fréquences de collecte des OMR, essentiellement dans les zones d'activité et les secteurs pavillonnaires, s'est accompagnée d'une augmentation des volumes de bacs de tri sélectif, conformément à l'un des objectifs prioritaires de ces évolutions qui était d'inciter les usagers à trier davantage. Après plusieurs années de stagnation, les collectes sélectives sont reparties à la hausse de manière durable enregistrant une augmentation globale de près de 8 % en 4 ans.

L'augmentation du tri du verre poursuit sa dynamique, avec l'ajout de 18 colonnes supplémentaires en 2019. Les quantités de verre recyclé en 2019 s'établissent à 11 416 tonnes, en hausse de 4,8 % par rapport à 2018.

2019 a surtout été l'année du passage à l'extension des consignes de tri. Concomitamment aux travaux d'extension et de modernisation du centre de tri DEMETER, et dans le cadre du Plan de Performances des territoires de l'éco-organisme CITEO qui a sélectionné 31 collectivités pour prendre le virage de la simplification du geste du tri. « Tous les emballages et tous les papiers se trient ». Cette opération réalisée en deux phases successives (la première le 17 octobre 2019 pour 17 communes et la seconde le 14 janvier 2020 pour les 14 autres communes métropolitaines) permet à l'ensemble des habitants de la Métropole d'augmenter sensiblement les quantités triées puisque tous les emballages plastiques et les petits aciers et aluminium doivent désormais être déposés dans les bacs ou sacs jaunes.

Pour accompagner l'augmentation des volumes de tri, des enquêtes ont été réalisées dans **2073** locaux poubelles afin de déterminer le nombre de bacs de tri à ajouter et identifier les locaux trop petits nécessitant la mise en place de colonnes de tri à proximité. Des kits communication ont été distribués à l'ensemble des syndicats d'immeuble (nouveaux autocollants pour les bacs, affiches halls d'immeuble, panneaux consignes de tri pour les locaux poubelles, nouveaux guides de tri), les volumes de bacs jaunes ont été augmentés à la demande des particuliers et les autocollants sur les nouvelles consignes de tri distribués dans toutes les boîtes à lettres des habitants détenteurs d'un bac individuel. Enfin, 150 colonnes d'apport volontaire ont été installées sur le domaine public dans les secteurs où les volumes de tri en bacs restaient insuffisants et les 303 colonnes pour la récupération des vieux papiers ont été modifiées pour permettre également le dépôt des emballages.

La modernisation du centre de tri a également rendu obsolètes les collectes sélectives du papier blanc mises en place dans certaines entreprises et établissements publics, le nouveau centre de tri permettant une valorisation plus poussée des gisements papiers collectés en mélange. Ainsi, la collecte des papiers blancs a été interrompue au mois de mai, les bénéficiaires étant invités à se reporter sur le bac de tri jaune.

Concernant le tri à la source des bio-déchets, en plus de la poursuite du compostage individuel et du développement du compostage collectif, l'absence de résultats concluant sur les collectes en apport volontaire réalisées à titre expérimental sur 17 zones test équipées de « Tubes » a conduit au démarrage courant 2019 de nouveaux tests sur deux communes volontaires (Saint Drézéry et Saint Geniès des Mourgues). Un nouveau protocole expérimental a ainsi débuté pour une durée minimale d'un an permettant d'analyser finement les rendements, contraintes, coûts et satisfaction des usagers de solutions, de compostage pour la première (avec notamment l'installation d'un composteur collectif pour le centre-ville), et de collecte pour la seconde (avec notamment l'installation de bacs collectifs).

Afin d'accompagner les communes dans la reconquête de leur centre-ville, la Métropole réalise, à la demande des communes, des conteneurs enterrés en lieu et place des traditionnels bacs roulants. Ces dispositifs permettent en effet d'améliorer la gestion globale de l'espace en limitant l'emprise physique et visuelle des dispositifs de collecte des déchets sur la voie publique, tout en offrant un volume de stockage

important autorisant des passages moins fréquents des camions de collecte. Fin 2019, 451 conteneurs enterrés sont ainsi en opération, dont 73 nouveaux réalisés en 2019.

En ce qui concerne les 20 déchèteries métropolitaines, après la rénovation du Point Propreté de Castelnau-le-Lez en 2015 qui avait constitué un pilote, et des installations de Baillargues et Lavérune, réouvertes au public en décembre 2017, le programme de rénovation de l'ensemble des installations approuvé en février 2016, pour un montant global prévisionnel de la rénovation du parc à 7,1 M€ HT, s'est poursuivi. Les équipes de maîtrise d'œuvre chargées de la réalisation du programme ont ainsi mené les procédures relatives à la rénovation des déchèteries de Cournonterral, Saint Brès, Beaulieu et Près d'Arènes en 2019. La déchèterie de Montpellier Hopitaux/Facultés a également fait l'objet de travaux de requalification dans l'attente de la définition d'un programme plus global de réaménagement du quartier.

En matière d'exploitation, 14 bennes Ecomobilier sont désormais en service dans les déchèteries, gérées par l'éco organisme qui prend en charge l'évacuation et la valorisation des déchets issus des mobiliers déposés par les usagers.

Concernant le traitement et la valorisation des déchets

L'unité de méthanisation AMETYST

Le contrat de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation de l'usine Ametyst a pris effet le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 10 ans, soit une échéance au 31 décembre 2024. La société éponyme Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique.

AMETYST a traité en 2019 la totalité des 126 634 tonnes de déchets résiduels et bio déchets collectés sur le territoire de la Métropole, en diminution de 2,4% après une baisse déjà enregistrée de 1,1 % en 2018, à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement vers des installations de traitement extérieures. L'unité AMETYST a également accueilli 14 618 tonnes de déchets tiers, notamment dans le cadre du test de traitement de la fraction 0/80 mm de l'unité Néoval (Salindres) sur une période de 6 mois.

2019 a confirmé une nouvelle fois les résultats apparus dès la première année d'exploitation des nouveaux équipements (procédé de méthanisation à haute teneur en matière sèche et procédé « d'ultracriblage ») mis en œuvre dans le cadre du nouveau contrat de DSP et qui permettent de garantir une disponibilité de 100 % des équipements et une production d'énergie sans équivalent. 33 695 tonnes de compost normés ont été produits et valorisés, ainsi que 2 393 tonnes de métaux. La production d'énergie se développe avec près de 36 791 MWh électriques et thermiques valorisés, en augmentation de 7,6 % par rapport à 2018 (auto consommation, revente au réseau électrique, alimentation du réseau de chaleur de la ZAC des Grisettes et du réseau de chaud et de froid de la nouvelle polyclinique Saint Roch). À terme, les 2 300 logements de la ZAC des Grisettes dont la réalisation sera prochainement finalisée seront alimentés depuis AMETYST. L'installation de pré-traitement des effluents opérationnelle depuis fin 2016, au terme de la période de montée en charge du process biologique, fonctionne également conformément aux performances contractuelles. Par ailleurs au terme des études de projet et des consultations d'entreprises, les travaux d'amélioration de l'exploitabilité du réseau biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation ont débuté mi-2019.

En ce qui concerne le contrat de délégation, un avenant 2 a été conclu courant 2019, prenant acte notamment de la fermeture de l'ISDND de Castries, et la mise en place de marchés de traitement des refus de l'usine, ainsi que des travaux d'amélioration du traitement de l'air. Cet avenant intègre donc la modification de la rémunération du transport des déchets, suite à la fermeture de l'ISDND de Castries et à la fin du contrat de traitement de ces refus sur l'UVE de Lunel-Viel. La redevance forfaitaire de traitement « Refus », destinée à rémunérer AMETYST pour le transport et le traitement des refus imputables à Montpellier Méditerranée Métropole vers Castries et OCREAL, est supprimée, et est remplacée par une série de prix unitaires rémunérant AMETYST pour le transport de la part des refus qui lui incombe au sein des installations nouvelles désignées par la Métropole. La modification du process lié au dispositif du traitement d'air en amont du Biofiltre 3 a été répercutée sur les coûts d'exploitation. Les redevances de traitement s'établissent désormais à 80,21 € HT/tonne d'OMR réceptionnée sur le site et à 30,36 € HT/tonne de biodéchets réceptionnée sur le site.

La DSP fait l'objet d'un contrôle technique et financier, effectué par un groupement de sociétés spécialisées, désignées par la Métropole. Le contrôle technique porte sur les performances de l'usine, la bonne réalisation de l'entretien et de la maintenance, ainsi que l'enveloppe de travaux d'amélioration dus annuellement par l'exploitant. Des visites semestrielles du site ont lieu à cet effet.

Concernant la qualité de service public, on peut noter qu'en 2019, Amétyst a mis en place et obtenu conformément à son engagement contractuel, la certification énergétique ISO 50 001, qui a favorisé l'optimisation de la consommation électrique. Les eaux usées industrielles brutes sont quant à elles partiellement reprises dans le process, limitant ainsi la consommation d'eau. Leur surplus est envoyé vers la station interne de pré-traitement construite en 2016 dans le cadre du nouveau contrat de DSP. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées, pour traitement final à la station d'épuration MAERA. Les trois biofiltres destinés au traitement de l'air présentent un bon rendement épuratoire, les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement, mais la trace olfactive est en très nette diminution comme l'attestent les riverains régulièrement rencontrés dans le cadre du comité de suivi.

Le contrôle financier porte chaque année sur la globalité de l'exercice comptable annuel de la société dédiée « Ametyst ». L'analyse produite montre en 2019 une amélioration du résultat net comptable consécutif à l'augmentation significative des apports de déchets tiers dans le cadre d'une expérimentation autorisée par le préfet, ce dernier restant toutefois négatif à hauteur de - 166 000 €.

L'ensemble des produits d'exploitation s'élève à 19 460 K€ en baisse de 4 % par rapport à 2018, dont 18 M€ pour le chiffre d'affaires qui apparaît quant à lui en progression de + 786 K€. Les recettes issues du traitement des déchets s'élèvent à 12,4 M€ en stabilité par rapport à 2018, et se composent notamment d'une « redevance refus » de 1,1 M€ en légère baisse, et d'une « redevance Transport » de 428 K€ en évolution de + 17 % sur 2019. La progression du chiffre d'affaires s'analyse donc essentiellement par le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 1 M€, en hausse de + 439 K€ (en phase par rapport au budget prévisionnel). Ces recettes nouvelles sont liées au test de traitement de la fraction 0/80 mm de l'unité Néoval (Salindres) pendant 6 mois en 2019. Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 4 M€ progressent de + 418 K€ par rapport à 2018 et de + 1,1 M€ par rapport au budget prévisionnel. A l'inverse, les recettes issues de la valorisation matière ferreux et non ferreux diminuent de -158 K€, du fait de l'effondrement des tarifs de reprise des matières à recycler. Les recettes issues du compost diminuent de -224 K€, la valorisation s'élevant à 92 K€ en 2019. Cette dernière évolution est liée à une modification de la méthode comptable entre 2018 et 2019 qui induit une diminution corrélative des charges de traitement logistique des composts.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 19 527 K€ en baisse de 5 % par rapport à 2018.

Les charges fixes sont de 7 892 K€ en 2019 pour 7 682 K€ en 2018.

Les coûts d'évacuation de refus s'affichent significativement plus bas qu'en 2018, soit 4 666 K€ (contre 5 153 K€ en 2018), le site de Castries exploité par la Métropole de Montpellier ayant traité son tonnage annuel autorisé, les coûts résiduels d'élimination vers d'autres exutoires ont été réduits.

L'entretien et le renouvellement ont représenté 4 M€ de dépenses sur l'année, dont 2 M€ au titre du GER contractuel.

En 2019, la masse salariale qui s'élève à 2,9 M€ s'affiche légèrement supérieure aux exercices précédents (+ 113 K€), elle ne représente toutefois que 14 % des charges. Cette hausse est liée à l'augmentation du tonnage traité, mais aussi au temps de maintenance du process croissant.

Les achats d'eau ont augmenté en lien avec les essais sur le laveur n°5 et au tonnage traité plus important.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. La délégataire verse à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine pour le traitement des déchets tiers. En 2019, le montant s'est élevé à 92 555 €.

Le délégataire a réalisé des investissements à hauteur de 12 M€ au 31/12/2019 depuis le début du contrat, pour une valeur nette comptable de 7 M€.

La succession des exercices négatifs ayant entraîné des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social, la recapitalisation de la société a été entérinée en 2020 conformément aux dispositions du Code du commerce.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mis en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueillait les encombrants collectés en déchèteries,

les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst.

L'exploitation d'un nouveau casier n°2 avait été autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013, pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an.

Au 30 novembre 2019, date de fin d'exploitation de l'installation, les apports sur l'installation se sont ainsi élevés à 69 027 tonnes, pour atteindre un tonnage total de 414 881, conforme au tonnage autorisé de 415 000 T. L'exploitation de l'installation jusqu'au terme de sa capacité autorisée constitue ainsi une mesure d'optimisation de la dépense publique. Les travaux de réhabilitation définitive de l'installation seront engagés en 2020.

La Métropole a mis en service en mars 2019 l'installation complémentaire de valorisation du biogaz capté, autorisant le bénéfice d'un taux de TGAP bonifié pour le dernier exercice d'exploitation.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres.

Au terme des études menées en 2013, il a été décidé de procéder à l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Métropole pour porter la capacité de tri à 35 000 tonnes par an, permettant ainsi de limiter les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux.

Après l'attribution fin 2017 du marché global de performance pour la conception, construction et exploitation du process, puis la délivrance du permis de construire le 25 octobre 2018, et de l'autorisation d'exploiter le 26 décembre 2018, les travaux ont débuté dès le mois de janvier 2019. L'ancien process a été démonté en juin 2019 pour permettre l'installation des nouveaux équipements. Pendant cette période, les déchets recyclables ont été détournés pour traitement auprès de différents centres de tri.

La remise en service industriel de l'installation a eu lieu tout début 2020, dans le respect du planning et de l'enveloppe financière prévisionnels. 23 563 tonnes ont été traitées en 2019, dont 9 217 sur Demeter avant le démantèlement du process et 14 346 au sein d'installations extérieures. Complémentairement, 680 tonnes collectés en 2019 ont été traités début 2020 sur les installations extérieures.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont entièrement rénovée et exploitée en régie : en 2019 elle a traité 17 293 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

6 238 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia de Pignan, bénéficiaire d'un marché public de prestations de service passé avec la Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

L'unité de valorisation énergétique Ocréal

Le marché conclu avec la société OCREAL et les obligations relatives à la délégation de service public transférées du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » sont arrivés à échéance au 30 juin 2019.

À cette échéance du 30 juin 2019, 12 652 tonnes de déchets ont été traitées au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel. Parmi ces déchets, 2 237 tonnes sont ainsi des déchets résiduels issus des collectes de certaines zones d'activité pauvres en matière organique et impropres à la méthanisation. 5 357 tonnes sont des déchets à haut pouvoir calorifique issus du tri réalisé sur l'unité de méthanisation AMETYST (refus légers de la chaîne de tri). 3 069 tonnes sont des refus issus du centre de tri DEMETER

(refus de tri des déchets déposés dans les bacs ou sacs jaunes) et 1 045 tonnes des installations de tri DIB de Garosud.

Actions de communication

Une grande campagne pluri annuelle de communication sur le tri des déchets et la propreté a été lancée à l'automne 2015 et se poursuivra jusqu'en 2020. Elle vise à sensibiliser dans la durée les habitants afin d'entraîner des évolutions de comportement par l'utilisation répétée de messages sur différents supports : affiches, presse, réseaux sociaux, audiovisuel. En 2019, l'accent a été mis sur le rappel des règles de propreté, dans un premier temps par la pose de signalétiques spécifiques (des « nudges ») en certains endroits stratégiques, puis par la diffusion d'un « code de la rue » dans le cadre d'une campagne #STOP INCIVILITES et l'extension des « scènes d'incivilités ».

Simultanément, l'accent a été mis en 2019 sur la participation des habitants aux différentes actions de prévention des déchets et de propreté urbaine au travers notamment des opérations de nettoyage citoyens, de marquage des avaloirs pluviaux, de la distribution de cendriers de poche, de l'installation des composteurs de quartiers et de l'animation du « grand jeu de la propreté » dans les classes des écoles primaires.

Ainsi, les agents de proximité sont intervenus dans la mise en œuvre des « scènes d'incivilité » sur la Ville de Montpellier et les messagers de la prévention et du tri ont joué un rôle central dans le dispositif de sensibilisation : ils ont porté les messages du tri et de la prévention des déchets sur de nombreuses manifestations dont la Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Accueil des nouveaux Montpelliérains, Raid Educap City, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets. Ils ont par ailleurs accompagné 10 opérations de collecte mobile chaque mois (hors juillet et août) sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la remorque de tri (mini déchèterie) et contribué activement à la réussite du démarrage des composteurs collectifs.

La mise en place de l'extension des consignes de tri a enfin été l'occasion d'une grande campagne de communication. En 2019, les messages et supports d'information sur les nouvelles consignes de tri ont été largement diffusés (dans les boîtes à lettres, dans les locaux poubelles, sur les bacs). Des campagnes de communication « engageante » seront réalisées en 2020 dans des quartiers pour lesquels les performances de tri demeurent faibles.

Information et prise en charge des demandes des usagers

Un numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte et de nettoyage : en 2019, 23 778 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 21 340 formulaires ont été enregistrés en 2019, en grande partie au travers des guichets uniques présents dans chaque commune.

Au total, ce sont donc 45 118 demandes qui ont été traitées par les services au titre de la gestion des déchets et de la propreté.

En terme de bilan quantitatif d'activité, les éléments à retenir sont les suivants :

Ordures Ménagères et assimilées	Tonnages collectés en 2019
Collecte de déchets résiduels en porte à porte (bacs gris)	129 622
Collectes sélectives en porte à porte hors encombrants : bacs jaunes et orange + collectes sélectives spécifiques (emballages légers, verre, papiers journaux, bio déchets, papiers de bureaux, cartons)	27 808
Collectes sélectives en apport volontaire (verre, papiers journaux)	11 719

Dépôts en déchèteries et autres encombrants	Tonnages collectés en 2019
Déchèteries	73 680
Encombrants collectés en porte à porte	8 165

Soit un total de 250 995 tonnes collectées en 2019, soit 540 kg par habitant, ratio en diminution sensible par rapport à 2018 (559 kg/hab), en raison principalement d'une diminution des OMR collectés en porte à porte et des dépôts de déchets végétaux en déchèteries. Cette amélioration du bilan déchets est à mettre sur le compte des premiers effets de la politique de développement du compostage collectif, d'une population chaque année un peu plus sensibilisée à la réduction des déchets, mais aussi du facteur climatique (en ce qui concerne la baisse de la production de déchets verts).

Les principales données financières :

Le montant total des dépenses d'investissements pour 2019 s'élève, hors amortissement, à 15 134 063 € TTC et celui des dépenses de fonctionnement, hors dépenses de personnels et frais de structure, à 65 474 073 € TTC.

Les principaux postes de dépenses sont détaillés ci-dessous.

Concernant la prévention et la collecte des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrats de prestations de collecte : 21,52 M€ TTC
- Contrat de gestion des Points Propreté (déchèteries) : 5,84 M€ TTC
- Contrat de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,77 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Achat de matériels de pré-collecte et de tri : 0,78 M€ TTC

Concernant le tri, le traitement et la valorisation des déchets :

En dépenses de fonctionnement :

- Contrat de DSP de l'unité de méthanisation Amétyst : 14,50 M€ TTC
- Contrats de transferts et traitement de déchets ultimes : 0,61 M€ TTC
- Valorisation énergétique Ocréal : 2,02 M€ TTC
- Contrat d'exploitation du centre de tri Demeter : 4,50 M€ TTC
- Contrat d'exploitation de l'ISDND : 2,40 M€ TTC
- Tri des encombrants et valorisation des déchets de bois : 3,07 M€ TTC
- TGAP (incinération, stockage) : 2,03 M€ TTC

En dépenses d'investissement :

- Travaux liés à l'exploitation de l'ISDND : 0,55 M€ TTC
- Travaux sur le centre de tri Demeter : 9,20 M€ TTC

En matière de recettes, la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), dont le taux de 11,25% est constant depuis 2009, a généré 74,05 M€ de recettes. Les collectes sélectives ont généré environ 6,6 M€ de recettes, dont 4,7 M€ de soutiens des éco organismes intervenant dans le cadre des filières REP et 1,9 M€ provenant de la vente des matériaux recyclables et droits d'entrée à la plate-forme de Grammont. Enfin, la redevance spéciale a représenté une recette de 3,9 M€ en 2019.

L'ensemble de ces éléments a été présentée à la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 6 octobre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ;
- d'autoriser sa diffusion aux 31 communes membres ;
- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à l'exploitation de l'usine de Méthanisation AMETYST pour l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-142016-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RPQS - Déchets.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.